

### **Mort de Nahel, 17 ans, et révolte dans le pays : Macron est responsable**

*« Les maîtres, au lieu de nous policer, nous ont rendus barbares, parce qu'ils le sont eux-mêmes. Ils récoltent et récolteront ce qu'ils ont semé car tout cela aura à ce qu'il paraît des suites terribles ; nous ne sommes qu'au début ».*

*Gracchus Babeuf, 23 juillet 1789*

Emmanuel Macron avait annoncé « cent jours d'apaisement ». Il est et restera le président du chaos.

En six années de présidence, dans la continuité de ses prédécesseurs, il n'a eu de cesse d'accentuer les inégalités économiques et sociales qui fracturent le pays. Les 500 familles les plus riches ont ainsi doublé leur patrimoine, tandis que 10 millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté, que 12 millions subissent la précarité énergétique et que 8 millions dépendent de l'aide alimentaire.

Des pans entiers de la population sont ghettoïsés et mis à l'écart du pays, du fait de la casse sociale généralisée (insalubrité des logements, destruction des services publics, fermetures de classes et pénurie d'enseignants, licenciements et chômage de masse...).

Cela ne suffisant pas, dans une période où le capital engrange des profits records, tandis que l'inflation explose, Emmanuel Macron et son gouvernement volent deux ans de vie aux travailleurs avec sa « réforme » des retraites ; instaure le « travail gratuit » avec la « réforme » du RSA.

Là est la première des violences. Et le pendant de cette politique illégitime, menée contre les intérêts de la majorité pour le compte d'une minorité, c'est la répression d'Etat. C'est l'instrumentalisation des forces de l'ordre, dressées contre les revendications légitimes des travailleurs. C'est le refus systématique de prendre en compte nos arguments, même lorsque des millions de salariés font grève et manifestent pacifiquement. C'est l'utilisation de tous les artifices constitutionnels de la Ve République en lieu et place de la discussion.

La loi Hollande-Cazeneuve de 2017, qui a instauré de fait un « permis de tuer » en cas de refus d'obtempérer, multipliant par 5 les tirs mortels, ainsi que la suppression de la police de proximité depuis 2003 font partie de cette logique de confrontation qui rythme le quotidien de nombreux jeunes et citoyens.

Comment ne pas faire le lien entre cette politique conjuguée d'aggravation des inégalités, de mépris et de violence d'Etat et la mort de Nahel, jeune apprenti de 17 ans, déclenchant la fureur d'une partie de la jeunesse de nos villes ?

Cette politique, Emmanuel Macron et son gouvernement en portent l'entière responsabilité. Et il ne saurait y avoir de retour à la « normale », tant que la « normalité » sera insupportable.

L'UD Cgt-Force Ouvrière de Loire-Atlantique exige l'abrogation immédiate de la loi Hollande/Cazeneuve de 2017, ainsi que l'interdiction de l'utilisation des armes « LBD » et « grenades de désencerclement » à l'occasion des manifestations.

L'UD Cgt-Force Ouvrière de Loire-Atlantique condamne le mépris permanent affiché par le président de la République, qui ose reporter sa propre responsabilité sur celle des parents, et revendique :

- ✓ L'abrogation de la réforme des retraites, afin de permettre aux anciens de profiter de leur retraite et aux jeunes de trouver un travail.
- ✓ L'augmentation générale des salaires (et minima sociaux), au minimum au niveau de l'inflation.
- ✓ L'arrêt de toutes les mesures conduisant à liquider les conquêtes sociales et le rétablissement de tous les services publics, partout où c'est nécessaire.